

Burundi : la nomination d'officiers à des postes de gouverneurs inquiète la société civile

RFI, 11/07/2020 Le Sénat burundais a approuvé vendredi soir la quasi-unanimité les noms des gouverneurs de provinces choisis par le nouveau chef de l'Etat, le général Evariste Ndayishimiye. Sur les 18 gouverneurs dont le maire de Bujumbura nommés, 6 sont des officiers supérieurs issus de l'armée, de la police et du très redouté Service national de renseignement, qui dépend directement de la présidence. [Photo : le nouveau maire de Bujumbura, Général Jimmy Hatungimana.]

Ces nominations d'hommes en uniformes des postes encore réservés aux civils survient après celles de plusieurs généraux issus des ex-rebelles hutus du CNDD-FDD au pouvoir des postes clés du gouvernement et de la présidence. La dernière nomination d'un gouverneur de province issu des corps de défense et sécurité remontait une vingtaine d'années, au plus fort de la guerre civile qui a ensanglanté le Burundi entre 1993 et 2006. Pour l'une des figures de la société civile en exil, Pacifique Nininahazwe, ce choix vient confirmer une militarisation des institutions que l'on avait d j observé dès les premières nominations faites par le président Evariste Ndayishimiye. Contrairement la Constitution de 2005, la nouvelle loi fondamentale approuvée il y a deux ans n'interdit plus aux soldats et policiers d'occuper des postes administratifs. L'objectif était de ne plus priver ces talents qui ont démontré leurs capacités de leadership dans l'armée et la police, a justifié un haut cadre du mouvement de résistance, la très faible représentativité de la minorité tutsi. Ils ne sont que 3 contre 15 gouverneurs issus de la communauté hutu. On est bien loin des quotas de 60/40% prévues par la Constitution. Un des responsables de la communication gouvernementale rappelle que la Constitution du Burundi n'impose pas de quotas ethniques en ce qui concerne le poste de gouverneur. Un argument qui ne convainc guère la société civile en exil, qui rappelle que le gouvernement burundais n'a pas hésité imposer dernirement ces mêmes quotas dans les ONG internationales où Hutus étaient faiblement représentés, alors que la Constitution ne le prévoit pas, là non plus.

 

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});